

# comprendre l'économie mondiale

Revue de presse et opinions... Nos experts analysent chaque jour des centaines d'articles et d'études publiés dans le monde. Cette nouvelle rubrique nous permet de vous faire partager l'essentiel de ce qu'il faut savoir...

## Salariés : une attente forte en matière de télétravail.

La troisième vague du Baromètre de l'Observatoire de la Parentalité en Entreprise montre que la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle reste une préoccupation essentielle des salariés, et fait l'objet d'une attention croissante dans les entreprises, même si beaucoup d'efforts restent à faire, notamment en termes d'aménagement du temps de travail, ou de développement de services spécifiques au sein des entreprises. Une attente forte se dessine en matière de travail à domicile et d'aménagement des horaires: "Si le contexte économique rend urgent la mise en place de mesures d'aides financières pour les familles, d'autres contraintes quotidiennes ont également pris de l'importance et sont à souligner. Parmi les motifs d'insatisfaction des salariés-parents, la gestion du temps de travail reste leur première difficulté : avoir des horaires inadaptés et qui ne correspondent pas à ceux du temps scolaire (31%) est une première contrainte, à laquelle s'ajoute dorénavant un sentiment de stress au travail qui rejaillit sur la vie de famille (+7 points) et de perte de temps dans les transports (+7 points). Ces nouvelles contraintes font également naître de nouvelles demandes: les attentes pour développer le travail à domicile en entreprise sont croissantes, augmentant de 5 points en 2 ans. La demande d'un respect des règles simples de vie quotidienne, du type "éviter les réunions tôt le matin ou tard le soir" est également plus forte (+3 points) alors que leur mise en place dans les entreprises diminue légèrement (-2 points)". (Source : Observatoire de la parentalité en entreprise)

## Analyse de la dépense publique entre la France et l'Allemagne.

Selon une étude de l'institut Thomas More, "rapporté à son PIB, la France consomme 163 milliards d'euros de plus de dépenses publiques par an que l'Allemagne". Selon l'institut, "si l'on commençait par la convergence budgétaire ? Et si nous faisons converger d'abord la remise en ordre de nos finances publiques ? N'est-ce pas cela que le modèle allemand a de meilleur à nous apporter ? Partant du constat qu'on vient d'indiquer - 163 milliards d'euros de dépenses publiques en plus -, nous ne prétendons pas affirmer que la France peut - et doit - couper, en suivant aveuglément le "modèle" allemand, 163 milliards de ses dépenses... Mais dans la mesure où on ne peut raisonnablement affirmer que l'État allemand rend à ses concitoyens un service significativement moins bon que l'État français, il nous est apparu qu'il était possible d'identifier secteur par secteur des poches d'économies substantielles". En conclusion, "Le constat est sans appel quant à l'ampleur de l'effort à fournir par la France pour se mettre au niveau de l'Allemagne. Et les dizaines de milliards d'euros d'économies à réaliser ainsi mises à jour, rendent

quelque peu dérisoire le débat actuel sur les niches fiscales, l'ISF ou le bouclier fiscal. Le principal problème budgétaire de la France, pour qui veut le regarder avec honnêteté et justice, n'est pas au niveau des ressources, mais bien au niveau des dépenses..." (Source : Institut Thomas More)

## Le Maroc veut attirer 270 000 retraités européens d'ici 15 ans.

Selon l'étude publiée à l'occasion du Salon de l'immobilier marocain, les investissements directs étrangers ont progressé de 29% en 2010, la majorité ayant concerné l'industrie, le tourisme et l'immobilier, ce dernier en accaparant l'essentiel. Le secteur de l'immobilier résidentiel se porte bien également grâce à une demande intérieure tirée par la croissance nationale. Le gouvernement a annoncé un projet gigantesque : "Le très important projet immobilier dédié aux seniors européens, celui de Morocco Riviera qui prévoit d'accueillir 270 000 retraités d'ici 15 ans. Lancé au sud du Maroc, dans la région de Tan Tan, il prévoit la construction de 3600 villas, 24 000 appartements et 3 maisons de retraite médicalisées. 3000 lits en bord de mer, une marina disposant de 700 anneaux, un port en eaux profondes et 8 golfs complètent ce programme d'envergure". (Etude du Salon de l'immobilier marocain)

## Le passage de l'emploi à la retraite.

Selon une étude du ministère du Travail, "en 2006, la moitié des personnes de moins de 70 ans sorties du marché du travail entre 55 et 59 ans déclaraient avoir liquidé leur retraite plus d'un an après la fin de leur emploi. Sorties précocement de l'emploi, elles ne remplissaient généralement pas les conditions pour liquider immédiatement leur retraite. À l'opposé, 80% des personnes restées en activité professionnellement après 60 ans avaient liquidé leur pension de retraite immédiatement après leur dernier emploi. En 2006, un quart des personnes de moins de 60 ans encore en emploi déclaraient vouloir cesser toute activité avant l'âge de 60 ans. Les personnes encore en emploi après 60 ans mettaient principalement en avant des raisons financières au maintien de leur activité". (Source : DARES)

## Une entreprise française sur cinq prévoit d'augmenter ses effectifs.

Selon une enquête conduite par le cabinet PWC auprès de plus de 1100 entreprises (Europe et Etats-Unis), les DRH envisagent de renouer avec les recrutements en 2011. Cette volonté se heurte, pour la moitié des entreprises, à la difficulté d'attirer des candidats qualifiés. De ce fait, les entreprises se tournent de plus en plus vers les

ressources internes et cherchent de nouveaux leviers de rétention des talents : "En 2011, environ 20% des entreprises françaises envisagent d'accroître leurs effectifs, contre 14% en 2010. Loin d'être limitée à la France, cette tendance est globale en Europe (23% en moyenne) et aux Etats-Unis (28%)". Selon cette même étude, "en France, plus de 50% des entreprises estiment qu'elles auront des difficultés à recruter des candidats disposant des compétences requises pour accompagner leurs projets de développement. C'est un constat plus répandu qu'en Europe puisque 40% des entreprises en moyenne estiment faire face à une carence des compétences. C'est moins le cas aux Etats-Unis, où seulement 27% des entreprises expriment cette difficulté. Par ailleurs, la difficulté à attirer les talents s'avère la préoccupation la plus forte des DRH en France, devant la capacité à retenir et développer ces talents, alors que c'est l'ordre de priorité inverse qui s'affiche dans la plupart des autres pays". (Source : Extrait de l'étude PWC sur les recrutements)

## Investissements directs étrangers : le temps de l'Afrique.

"La dernière étude quantitative et qualitative du cabinet Ernest&Young, dévoilée le 6 mai à l'ouverture de la 21ème édition du Forum économique mondial à Cape Town, a donné le ton d'une rencontre globalement optimiste sur l'Afrique. Pour 86% des hommes d'affaires africains interrogés par Ernest & Young dans son rapport intitulé Africa Attractiveness Survey, dévoilé lors de la 21ème édition du Forum économique mondial, le continent est plus attractif sur les trois dernières années. La proportion baisse à 74% chez les pays émergents et 45% pour l'Europe. Les Américains restent peu sensibles aux évolutions en cours sur le continent, puisque seulement 38% de leurs hommes d'affaires dénotent un surplus d'attractivité en Afrique sur les trois dernières années. En revanche, ces mêmes Américains croient, dans une proportion de 60%, que l'Afrique sera plus attractive durant les trois années à venir. Seuls 53% des Européens pensent la même chose, alors que c'est une certitude acquise pour 79% des Asiatiques et 88% des Africains. Les Américains croient, dans une proportion de 60%, que l'Afrique sera plus attractive durant les trois années à venir. Seuls 53% des Européens pensent la même chose, alors que c'est une certitude acquise pour 79% des Asiatiques et 88% des Africains. Une ligne de démarcation nette fait jour entre investisseurs des pays émergents et ceux des pays industrialisés au sujet de la détermination du moment où l'Afrique offrira des retours sur investissements optimaux. Seuls 29% du panel interrogé croient que la période se situe dans moins de trois ans. Pour tout le reste, soit 71%, cette possibilité se situe sur le long terme". (Source : Les Afriques, journal de la finance africaine)